



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.5/47/L.39
2 septembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 120 a) de l'ordre du jour

FINANCEMENT DES ACTIVITÉS QUI DÉCOULENT DE LA RÉSOLUTION
687 (1991) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ : MISSION D'OBSERVATION
DES NATIONS UNIES POUR L'IRAQ ET LE KOWEÏT

Projet de résolution présenté par le Président à l'issue
de consultations officielles

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït¹ et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Rappelant sa résolution 45/260 du 3 mai 1991 sur le financement de la Mission d'observation et ses résolutions ultérieures sur la question, dont la plus récente est la résolution 47/208 du 22 décembre 1992,

Ayant à l'esprit les résolutions 687 (1991) et 689 (1991) du Conseil de sécurité, en date respectivement des 3 et 9 avril 1991, par lesquelles le Conseil a décidé de créer la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït et d'examiner tous les six mois la questions de savoir s'il faut la maintenir ou mettre fin à son mandat,

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Mission d'observation sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les Etats Membres, conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant sa décision antérieure concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Mission d'observation, une méthode différente de celle qui est utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

¹ A/47/637/Add.1 et Corr.1.

² A/47/987.

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que certains Etats Membres ont fourni des contributions volontaires pour la Mission d'observation,

Consciente qu'il est indispensable de fournir à la Mission d'observation les ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

Préoccupée par la détérioration de la situation financière des opérations de maintien de la paix qui résulte du retard dans le versement des contributions, notamment par les Etats Membres redevables d'arriérés,

Préoccupée également par les retards intervenus dans la présentation des prévisions de dépenses, soumises bien après le début de la période de financement de la Mission d'observation, lesquels ont contribué à aggraver la situation financière,

Profondément préoccupée par les incidences préjudiciables qu'a la détérioration de la situation financière sur l'état des remboursements aux gouvernements qui fournissent des contingents, ce qui alourdit la charge qu'ils supportent, compromettant ainsi la relève des contingents et, partant, le succès de l'opération,

1. Souscrit aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport², et approuve, à titre exceptionnel, les arrangements spéciaux que définit l'annexe à la présente résolution en ce qui concerne l'application de l'article IV du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies dans le cas de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, en vertu desquels les crédits requis pour régler les sommes dues aux gouvernements qui fournissent des contingents et/ou un appui logistique à la Force seront maintenus au-delà de la période visée aux articles 4.3 et 4.4 du règlement financier;

2. Prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie, ainsi que d'améliorer la gestion et de rendre compte, dans le rapport qu'il lui soumettra sur cette question, des mesures qui auront été prises à cet effet;

3. Prie instamment tous les Etats Membres de faire tout leur possible pour verser en totalité et sans retard leurs contributions dues au titre de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït;

/...

4. Décide d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial visé dans sa résolution 45/260, un crédit d'un montant brut de 19 800 000 dollars des Etats-Unis (soit un montant net de 18 600 000 dollars) correspondant aux dépenses autorisées et réparties, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, conformément aux dispositions du paragraphe 8 de sa résolution 47/208 du 22 décembre 1992, aux fins des opérations de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït au cours de la période allant du 1er mai au 31 octobre 1993;

5. Décide également d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial, un crédit d'un montant brut de 20 millions de dollars (soit un montant net de 19 889 600 dollars), y compris le montant de 4 millions de dollars autorisé avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires conformément aux dispositions du paragraphe 1 de sa résolution 46/187 du 20 décembre 1991, aux fins du renforcement de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït pour la période allant du 1er mai au 31 octobre 1993 inclus;

6. Décide en outre, à titre d'arrangement spécial, de répartir le montant brut de 20 millions de dollars (soit un montant net de 19 889 600 dollars) pour la période susmentionnée entre les Etats Membres, conformément à la composition des groupes indiqués aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989, modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991 et 46/198 du 20 décembre 1991, et compte tenu du barème des quotes-parts établi par la résolution 46/221 A du 20 décembre 1991 et la décision 47/456 du 23 décembre 1992;

7. Décide que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges réparties entre les Etats Membres en application du paragraphe 6 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts au titre des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït pour la période allant du 1er mai au 31 octobre 1993, soit 110 400 dollars;

8. Décide également qu'il sera déduit des charges réparties entre les Etats Membres en application du paragraphe 6 ci-dessus leurs parts respectives du solde inutilisé d'un montant brut de 11 304 367 dollars (soit un montant net de 10 311 740 dollars) correspondant à la période allant du 9 avril 1991 au 31 octobre 1993;

9. Autorise le Secrétaire général à engager des dépenses pour la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït à concurrence d'un montant brut de 6 250 825 dollars (soit un montant net de 6 064 700 dollars) par mois pendant la période allant du 1er novembre 1993 au 28 février 1994, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission au-delà du 31 octobre 1993, et sous réserve de l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour ce qui est des dépenses effectives à engager au-delà du 31 octobre 1993, lesdits montants devant être répartis entre les Etats Membres conformément au schéma indiqué dans la présente résolution;

/...

10. Prie à cet égard le Secrétaire général de lui soumettre, le 8 février 1994 au plus tard, des propositions budgétaires incluant des prévisions révisées pour la période dont le Conseil de sécurité pouvait avoir décidé de proroger le mandat au-delà du 31 octobre 1993, de même que des propositions budgétaires pour la période de six mois suivante;

11. Décide de déterminer les contributions d'Andorre, de l'Erythrée, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de Monaco, de la République slovaque et de la République tchèque à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït sur la base des quotes-parts qu'elle fixera pour ces Etats Membres à sa quarante-huitième session;

12. Invite les nouveaux Etats Membres énumérés au paragraphe 11 ci-dessus à verser des avances sur leurs contributions futures;

13. Demande que soient fournies pour la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seraient gérées, compte tenu des circonstances, selon la procédure qu'elle a arrêtée par ses résolutions 43/230 du 21 décembre 1988, 44/192 A du 21 décembre 1989 et 45/258 du 3 mai 1991;

14. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session la question intitulée "Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité : Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït".

ANNEXE

Arrangements spéciaux concernant l'application de l'article IV
du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies

1. A l'expiration de la période de 12 mois visée à l'article 4.3, tout engagement non liquidé de l'exercice considéré concernant des marchandises livrées et des services fournis par des gouvernements, pour lesquels une demande de remboursement a été présentée ou un taux de remboursement a été établi, sera comptabilisé comme somme à payer, cette somme à payer demeurant comptabilisée comme telle au Compte spécial jusqu'à ce que le paiement ait été effectué.

2. a) Tous autres engagements non liquidés de l'exercice en question contractés envers des gouvernements, qui concernent des marchandises livrées et des services fournis, ainsi que tous autres engagements contractés envers des gouvernements, qui n'ont pas encore donné lieu à la présentation des demandes de remboursement requises demeureront valables pour une période supplémentaire de quatre ans suivant la période de 12 mois visée à l'article 4.3;

b) Les montants correspondants aux demandes de remboursement reçues pendant cette période de quatre ans seront comptabilisés, selon qu'il conviendra, comme prévu au paragraphe 1 de la présente annexe;

c) A l'expiration de la période supplémentaire de quatre ans, tout engagement non liquidé sera annulé et le solde de tous crédits conservés à cette fin sera annulé.
